

Convention collective

**IDCC : 8535. – CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE RÉMUNÉRATION
DES SALARIÉS ET APPRENTIS DES COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE
(BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE)
(19 novembre 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 décembre 2002,
Journal officiel du 17 janvier 2003)

**AVENANT N° 16 DU 3 FÉVRIER 2009
RELATIF AUX CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE RÉMUNÉRATION
DES SALARIÉS ET APPRENTIS
NOR : AGRS0977089M
IDCC : 8535**

Entre :

Les fédérations départementales des CUMA des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan et de la Mayenne ;

L'union des CUMA Pays de la Loire,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Bretagne ;

Les syndicats CFDT des Pays de la Loire ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC de la Loire-Atlantique ;

Le syndicat général des cadres CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est créé un article 35 *bis* ainsi rédigé :

« Article 35 *bis*

Astreintes

Définition :

Une période d'astreinte s'entend comme une période de 1 ou plusieurs jours consécutifs pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de la CUMA.

Conditions de mise en place :

La programmation individuelle des périodes d'astreinte doit être portée à la connaissance de chaque salarié concerné 15 jours à l'avance. En cas de circonstances exceptionnelles, ce délai peut être réduit en concertation avec le salarié à 3 jours francs.

Dans la mesure du possible et des compétences développées au sein d'une équipe de plusieurs salariés, les astreintes seront placées de manière équitable sur l'ensemble du personnel.

Le nombre d'astreintes ne pourra excéder 6 périodes par an qui ne doivent pas englober 2 week-ends consécutifs.

En fin de mois, l'employeur doit remettre à chaque salarié concerné un document récapitulant les astreintes effectuées par celui-ci au cours du mois écoulé, ainsi que les indemnisations correspondantes. Ce document est conservé pendant 1 an et tenu à la disposition de l'inspection du travail.

La période d'astreinte est intégrée dans le décompte du temps de repos journalier et de repos hebdomadaire. Après toute intervention, il conviendra de respecter les durées de repos quotidien (11 heures par période de 24 heures) ou hebdomadaires ($24 + 11 = 35$ heures).

Les périodes d'astreinte (hors temps d'intervention) ne constituent pas du travail effectif et ne sont donc pas prises en compte dans le calcul de la durée du travail.

Indemnisations :

Chaque jour d'astreinte ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire dont le montant est égal à :

- 1 fois la valeur du coefficient 100 par journée d'astreinte en semaine ;
- 2 fois la valeur du coefficient 100 par journée d'astreinte un dimanche ou un jour férié.

La durée d'intervention répond aux mêmes conditions de rémunération que celles définies dans la convention.

Toute période d'astreinte commencée est indemnisée intégralement.

Décompte du temps de travail réalisé :

La durée d'intervention est considérée comme du travail effectif.

En cas d'intervention inférieure à 1 heure, 1 heure entière sera comptabilisée en temps de travail effectif.

Le temps de trajet à effectuer pour se rendre sur le lieu de travail et en revenir n'est pas considéré comme du travail effectif. »

Article 2

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1^{er} avril 2009.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 3 février 2009.

(Suivent les signatures.)